



DISCRIMINATIONS ENQUÊTE

Un « seul cas d'homophobie » à Stanislas : le nouveau mensonge d'Amélie Oudéa-Castéra

Interrogée ce mercredi, la ministre de l'éducation minimise les accusations visant l'établissement de ses enfants et affirme qu'un seul cas d'homophobie est relevé dans le rapport d'inspection. Mediapart publie de nouveaux documents qui prouvent le contraire.

David Perrotin - 17 janvier 2024 à 18h07

Pour sa première réaction après la publication du rapport sur l'établissement privé catholique Stanislas, Amélie Oudéa-Castéra a immédiatement tout minimisé. Quitte à livrer de sévères contrevérités. La ministre prétend qu'il n'y a eu qu'un seul cas d'homophobie dans cet établissement.

Outre le fait qu'Amélie Oudéa-Castéra fasse l'impasse sur le reste du rapport, Mediapart fait état de nouveaux documents prouvant que l'homophobie est omniprésente et continue de 2011 à aujourd'hui. Et notamment l'enregistrement d'un intervenant expliquant à des élèves de 1^{re} que le « *désir homosexuel est un désir de viol* ». Il prône aussi la « *guérison* » pour les personnes gays, les appelant à faire « *vœu d'abstinence* ».

« *Je n'ai pas ce rapport* », affirme la ministre sur France 2 mercredi 17 janvier à propos de ce document remis le 1^{er} août et révélé par Mediapart, publié dans son intégralité. Avant d'ajouter en avoir « *eu une courte synthèse parce qu'ayant été mise en cause sur ces sujets-là, c'est normal pour [elle] de comprendre ce qui était reproché à l'établissement* ».

« *Ce rapport a été commandé en février 2023. Il a été bouclé début août 2023 et aussitôt Gabriel Attal a demandé au rectorat et à l'inspection générale de suivre un plan d'action qui fait presque quinze mesures et ce plan d'action*

sera suivi avec toute la rigueur nécessaire », a-t-elle ainsi indiqué sur France 2 mercredi. « *Je précise que ce rapport ne remonte aucun fait d'homophobie ni aucun cas de harcèlement* », assure la ministre, qui venait pourtant de déclarer quelques secondes plus tôt qu'elle n'avait pas pris connaissance du rapport en entier.

Dans un communiqué, le directeur de Stanislas, Frédéric Gautier, assure que les inspecteurs généraux « *ne confirment pas les faits d'homophobie, de sexisme et d'autoritarisme mis en avant par les articles de presse* » et « *se réserve le droit de réagir devant la justice* ».

La Direction diocésaine de l'enseignement catholique de Paris, elle, reconnaît des « *situations individuelles problématiques* » mais conteste toute « *irrégularité grave qui mettrait l'établissement en contradiction avec ses obligations de manière générale comme l'ont suggéré certains médias* ».

Pour la ministre, les propos anti-avortement, les discours complotistes et sexistes et tous les autres cas d'homophobie, relevés par les inspecteurs, ne comptent pas. Elle fait seulement état d'un signalement auprès de la justice pour homophobie.

Les faits datant de mai 2023 auraient en effet été signalés à la justice à propos d'un catéchiste qui intervenait à l'école depuis trois ans. Selon la mission, ce catéchiste avait parlé aux élèves « *de l'homosexualité comme d'une maladie* ». « *Si l'on se sentait homosexuel, il fallait se faire soigner dans une structure religieuse au Canada, que l'homosexualité venait du fait que quand la mère enceinte trompe son mari ou que son mari trompe sa femme, le bébé [le] ressentait et a le cœur brisé ; il nous a parlé de sodomie également. Il nous a parlé de viol, en disant qu'il fallait pardonner au violeur et que c'était difficile* », peut-on aussi lire dans le rapport.

La ville de Paris suspend son financement à Stanislas

« *Après avoir pris connaissance par voie de presse du contenu d'un rapport d'enquête administrative de l'Inspection générale de l'Éducation, la Ville de Paris a décidé de suspendre le financement de l'établissement privé Stanislas, sous contrat avec l'État, et situé*

dans le 6^e arrondissement », écrit la ville de Paris dans un communiqué publié mercredi soir.

Un financement « obligatoire », qui s'élève à un peu plus de 1,3 million d'euros, « correspondant aux 483 élèves scolarisés en école maternelle et élémentaire, et aux 1.329 élèves au collège ». La ville précise que cette suspension est « à titre conservatoire ».

Mais ce n'était pas inédit. La mission précise en effet que cet intervenant était sollicité par l'établissement depuis trois ans et qu'il avait tenu d'autres propos du même genre. En janvier dernier, il évoquait devant des élèves « la sodomie qui apporte le sida », « l'homosexualité qui est un péché » et « une maladie ». Selon les inspecteurs, des alertes de parents émises dès janvier ont même été ignorées par l'établissement. « La gravité des propos est minimisée par l'encadrement et leur possible impact psychologique sur des adolescents n'est pas pris en compte. »

Une homophobie « ouvertement assumée »

Les inspecteurs évoquent aussi le cas, raconté par Mediapart, d'une élève exclue pour avoir dénoncé l'homophobie des membres du personnel. On y apprend aussi qu'un « préfet », l'équivalent d'un CPE, pouvait vouloir interdire les « pulls LGBT ». Il n'est plus en fonction aujourd'hui. « Certains témoignages ont dénoncé le comportement de cet encadrant qui serait familier de propos homophobes et d'insultes envers les filles qu'il ne trouve pas assez féminines », écrit la mission.

Dans son rapport, tout un passage évoque aussi « un climat propice à l'homophobie ». L'établissement a même connu une période où l'homophobie « était ouvertement assumée ». « L'époque de La Manif pour tous, sous la direction du directeur précédent, a marqué les esprits », notent les inspecteurs.

« Si lors des auditions, la mission n'a eu aucun témoignage sur des propos homophobes tenus par les enseignants, quelques retours font état d'interpellations de cette nature entre élèves : “demi-hommes”, “demi-garçons” (visant des garçons des classes mixtes), “pédés”, “tapettes”, propos que la direction et l'encadrement disent ne pas tolérer et au besoin sanctionner, mais inscrits dans une certaine conception de la virilité », peut-on aussi lire dans le document qui relève d'autres formes de militantisme au

niveau de l'encadrement : « En terminale, une préfète [...] nous a invités à aller à la Manif pour tous [époque PMA – ndlr]. »

« L'Église est contre l'union homosexuelle et contre l'avortement, que je sache, non ? Une école catholique ne peut dire autre chose », assumait d'ailleurs le directeur, Frédéric Gautier, interrogé en août 2023 par Le Monde.

Lors de nos premières révélations à l'été 2022, Mediapart avait montré l'omniprésence de l'homophobie en publiant des documents et en s'appuyant notamment sur le témoignage d'une quinzaine d'élèves. « C'était une violence énorme et encore aujourd'hui c'est dur de se débarrasser de cette homophobie en moi », disait l'un d'entre eux.

Nous évoquons la présence au sein même de l'école de membres de l'Église faisant la promotion des « thérapies de conversion » à plusieurs reprises et notamment en 2018. Un atelier proposait d'« offrir fraternité et soutien dans l'Église aux personnes qui vivent une attirance homosexuelle ».

Dans leur livre *Dieu est amour*, paru à la fin de l'année 2019, des journalistes accordent un chapitre entier au lycée Stanislas et montrent que c'est loin d'être une exception : Courage, association pratiquant les thérapies de conversion, était déjà invitée en 2017 et des mineurs avaient accès à leur stand sans que cela n'émeuve qui que ce soit. Toujours selon cette enquête, il y avait eu aussi cette année-là une présentation du camp masculiniste Optimum.

Un nouvel enregistrement dévoilé

Jusqu'en 2015, l'établissement faisait notamment intervenir Philippe Arino, homosexuel, catholique et abstinent et promoteur des thérapies de conversion. Comme sur son blog, il vantait auprès des élèves les thérapies de conversion supposées soigner les homosexuels, qui sont désormais interdites par la loi. « Les thérapies de conversion ont tendance à offrir les bénéfices de certaines bonnes psychothérapies », écrit-il.

Mediapart a retrouvé la trace de deux de ses interventions les 5 et 19 novembre 2011 devant les classes de 1^{re}, qui étaient disponibles sur le site de l'école jusqu'en 2013. Le thème du cours organisé par l'abbé

Philippe de Maistre est « l'homosexualité ». Les deux heures écoulées par Mediapart sont une succession de propos homophobes. Il raconte que « *le désir homosexuel est le désir de viol* », vante la « *guérison* » pour les personnes homosexuelles et invite les élèves gays à faire vœu « *d'abstinence* ».

Philippe Arino intervient dans différentes écoles ou églises pour promouvoir l'abstinence pour les homosexuels et pour dire combien les gays « *sont plus violents* » que les hétéros. Il intervenait aussi lors des cours de religion des classes préparatoires de Stanislas de 2012 à 2014. Il a également tenu ces propos lors des retraites spirituelles de Stanislas « Masculinité et Paternité » à Rocamadour dans le Lot en 2015 devant 150 élèves de 2^{nde}.

On retrouve cette idéologie jusque dans le journal des anciens élèves de Stanislas. En 2014, fâché contre « *l'idéologie socialiste fou marxiste* », le président des anciens de « Stan » d'alors met en garde, sur deux pages dans un édit, sur l'état de la famille en France. Une famille décrite comme une société « *proprement dite* », « *avec son autorité propre* » celle de « *l'autorité paternelle* ».

« *L'Homme* », selon cet édit, tiendrait sur la « *perfection introduite par le mariage, fondement unique de la famille* ». Ce mariage originellement corrompu par les « *peuples païens* », voire « *par les peuples hébreux* », serait depuis la « *cible des ennemis du genre humain* ». Il regrette d'ailleurs que le mariage ait été dénaturé par « *la possibilité d'avorter* ». Ce journal des anciens est diffusé au sein de l'établissement.

David Perrotin

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la marche à suivre est explicitée dans cette page.

Boîte noire

Contacté par Mediapart, le directeur de Stanislas précise ce mercredi que les interventions de Philippe Arino avaient lieu avant qu'il ne soit en poste.
